

Maitre d'Ouvrage



122 rue du Château d'Orgemont
CS 10406
49104 ANGERS CEDEX 02
SIRET : 839 657 749 00017

* * * *

FOURNITURE, LIVRAISON, MONTAGE ET INSTALLATION DE MOBILIER DE BUREAU

* * * *

REGLEMENT DE CONSULTATION

* * * *

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES OU DE SERVICES

(Marché à procédure adaptée conformément aux dispositions de l'Article L.2123-1 du Code de la
Commande Publique)

* * * *

Date limite de remise des offres : 04 juillet 2025 à 15 heures

Angers, mai 2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2. ORGANISATION DE LA CONSUTATION	3
2.1 Procédure de passation	3
2.2 Décomposition en lot	3
2.3 Variante.....	3
2.4 Décomposition en tranches.....	3
2.5 Prestations supplémentaires éventuelles	3
ARTICLE 3. DUREE ET DELAI D'EXECUTION - RECONDUCTION	3
3.1 Délai de validité des offres.....	3
3.2 Durée du marché – délais d'exécution - reconduction	4
ARTICLE 4. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
4.1 Contenu du dossier de consultation	4
4.2 Retrait du dossier de consultation	4
4.3 Modifications de détail au dossier de consultation.....	4
ARTICLE 5. PRESENTATION ET CONTENU DES PLIS.....	5
5.1 Pièces de la candidature	5
5.2 Pièces de l'offre	6
5.3 Date et heure limite de remise des offres	7
5.4 Transmission électronique.....	7
5.5 Modalités de signature des candidatures et des offres	8
ARTICLE 6. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	9
6.1 Sélection des candidatures	9
6.2 Sélection des offres	10
6.3 Vérification de la situation de l'attributaire	10
ARTICLE 7. DEMONSTRATION / PRESENTATION D'ECHANTILLONS.....	11
ARTICLE 8. NEGOCIATION	11
8.1 Accès à la négociation	11
8.2 Modalités de négociation	11
ARTICLE 9 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS	12
ARTICLE 10 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	12
ANNEXE 1 – DECLARATION SUR L'HONNEUR	13
ANNEXE 2 – PLAN DE LIVRAISON DES ECHANTILLONS	14

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation porte sur la fourniture, la livraison le montage et l'installation de mobilier de bureau pour l'activité d'Angers Loire Développement dans ses futurs locaux dans le bâtiment Métamorphose situés au 11 avenue de la Constitution 49100 Angers.

AFFAIRE N° : SPL202501MOB01

Nomenclature :

Classification principale	Description
39100000-3	Mobilier
39000000-2	Meubles (y compris les meubles de bureau, aménagements, appareils électroménagers (à l'exclusion de l'éclairage) et produits de nettoyage
39151000-5	Mobilier divers
39150000-8	Mobilier et équipements divers

L'ensemble des descriptions techniques de la prestation figure au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ARTICLE 2. ORGANISATION DE LA CONSUTATION

2.1 Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous la forme d'un Marché A Procédure Adaptée conformément aux dispositions des articles L.2123-1 du Code de la Commande Publique.

2.2 Décomposition en lot

La consultation est constituée de 3 lots :

Lot n° 1 – Espaces de travail

Lot n° 2 – Espaces communs

Lot n° 3 - Assises

2.3 Variante

Les variantes par rapport à l'objet du marché ne sont pas autorisées.

2.4 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

2.5 Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle.

ARTICLE 3. DUREE ET DELAI D'EXECUTION - RECONDUCTION

3.1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours, à compter de la date limite de réception des offres fixée au :

3.2 Durée du marché – délais d'exécution - reconduction

Le démarrage des prestations commencera à compter de la date précisée lors de la notification du marché et se terminera à l'admission du mobilier et des prestations associées.

ARTICLE 4. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

4.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (RC) et ses annexes,
- Le cadre d'acte d'engagement (ATTRI 1),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes,
- Le cahier des charges
- La décomposition quantitative et estimative
- Plan d'aménagement des futurs bureaux, schémas d'implantation, plan de livraison des locaux actuels pour les échantillons

Pièces générales :

Le Cahier des Clauses Administratives Générales des Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, n'est pas communiqué, il est cependant réputé connu des candidats. Il s'applique au présent marché.

L'ensemble des normes et réglementations applicables à l'objet de la mise en concurrence.

Les conditions générales de ventes des candidats viennent en complément du CCAP et CCTP dans le cas où elles ne sont pas contraires aux présents documents de consultation.

4.2 Retrait du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique ou électronique.

Les candidats téléchargeront les documents dématérialisés du dossier de consultation des entreprises, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>.

4.3 Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Toute modification du dossier de consultation fera l'objet d'un envoi de message à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier les messages reçus à cette adresse.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente s'applique en fonction de cette nouvelle date.

La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être remise en cause si le candidat a communiqué une adresse erronée, s'il n'a pas souhaité s'identifier, ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

ARTICLE 5. PRESENTATION ET CONTENU DES PLIS

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.
Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction française ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque lot fera l'objet d'un marché séparé confié à une entreprise ou à un groupement momentané d'entreprises. Un candidat pouvant répondre à un, plusieurs ou tous les lots.

Les candidats pourront remettre leurs pièces de candidature une seule fois pour l'ensemble des lots auxquels ils candidatent. En revanche, une offre devra être remise pour chacun de ces lots.

Il est précisé qu'un candidat ne pourra pas présenter pour chaque lot donnant lieu chacun à un marché distinct, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements.

5.1 Pièces de la candidature

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes complétées :

5.1.1. Situation juridique

- **La lettre de candidature DC1** ou équivalent comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement auquel sera joint les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le soumissionnaire. La lettre de candidature n'a pas à être signée par le représentant du candidat, et le cas échéant par chacun des membres du groupement. Cependant, dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Le seul dépôt de la candidature et de l'offre vaut engagement du candidat à signer ultérieurement l'acte d'engagement du marché qui lui serait attribué dans le délai de validité des offres. Tout défaut de signature, retard ou réticence expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

- **Une déclaration sur l'honneur** (cf. modèle en annexe 1 du présent RC) attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. La remise d'un DC1 vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.

Comme la lettre de candidature, la déclaration sur l'honneur n'a pas à être signée par le candidat ou par chacun des membres d'un groupement le cas échéant. Elle sera signée au stade de l'attribution par le seul attributaire (candidat seul ou ensemble des cotraitants en cas de groupement).

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent informer sans délai l'acheteur de tout changement de situation, au cours de la procédure de passation ainsi d'ailleurs qu'au cours de l'exécution du marché, qui les placeraient dans un des cas d'interdiction de soumissionner ayant pour effet de les exclure d'un marché public.

5.1.2. Capacité économique et financière

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché de ces 2 dernières années
- Déclaration appropriée de banques ou attestation d'assurance pour les risques professionnels. Le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile professionnelle découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation. À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

5.1.3. Capacité technique et professionnelles

- La Déclaration du candidat individuel ou des membres du groupement DC2 ou équivalent contenant entre-autre les informations suivantes :

- Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article R.2142-13 du Code de la Commande Publique :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature.
- Références représentatives au regard de l'objet et des quantités demandées dans la présente consultation.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra fournir les pièces relatives à cet intervenant visé au présent article 5. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché.

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles sur le site du ministère de l'économie à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

5.2 Pièces de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire dans un dossier « offre », les documents suivants :

- L'acte d'engagement ATTRI 1 dûment complété du candidat (fourni dans le DCE) pour valoir offre de prix (un par lot),
- Le cas échéant, la ou les déclarations de sous-traitance des sous-traitants amenés à intervenir pour l'exécution des prestations ;
- Le bordereau des prix unitaires par lot;
- Un mémoire technique dont le détail est donné à l'article « 1. Descriptif du projet & attendus / livrables » du cahier des charges.

Il est rappelé que le mémoire technique est un élément analysé pour le calcul de la notation du jugement des offres.

Le cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), et les documents remis par le pouvoir adjudicateur mentionnées à l'article 4.1, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre. Ils sont cependant réputés lus et acceptés.

5.3 Date et heure limite de remise des offres

Date limite de remise des offres :

04 juillet 2025 à 15 heures

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date limite fixée ne seront pas retenus, cela s'applique également pour la réception de la copie de sauvegarde.

5.4 Transmission électronique

Les candidats devront transmettre leur candidature et leur offre complètes par voie dématérialisée depuis le profil d'acheteur d'ALDEV, à l'adresse suivante :

<https://www.marches-securises.fr>.

La transmission de tout document sur support électronique physique (clé USB, CD-ROM...) n'est pas autorisée et entraînera l'irrégularité de la candidature et de l'offre. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Copie de sauvegarde : Conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique
- une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si à l'article 5.5 ci-dessous, le pouvoir adjudicateur impose la remise des candidatures et des offres signées, la copie de sauvegarde devra également être signée par le candidat.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert.

Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé en recommandé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

ANGERS LOIRE DEVELOPPEMENT
MOBILIER DE BUREAU METAMORPHOSE - NE PAS OUVRIR COPIE DE SAUVEGARDE
122 rue du château d'Orgemont – CS 10406 - 49104 ANGERS Cedex 02

En cas d'envoi successifs par un même soumissionnaire, seul le dernier envoi enregistré avant la date et heure limite de remise sera retenu.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip, 7-Zip, ou Winrar par exemple)
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader)
- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : Word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft...)
- .docx ou .xlsx ou .pptx (lisibles par l'ensemble Microsoft Office, Open Office, ou encore la visionneuse de Microsoft...)
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk, DWF viewer, Free DWG Viewer d'informative Graphics, ...)

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique, en cas de suppression de l'adresse ou en cas de téléchargement du DCE ailleurs que sur le profil d'acheteur. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique : 04 92 90 93 27 Email : technique@atline.fr

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme virus informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

5.5 Modalités de signature des candidatures et des offres

La signature des pièces ne sera exigée que de la part de l'attributaire. L'acheteur laisse la possibilité à l'attributaire de signer le marché via une signature électronique ou de le signer manuscritement.

En cas de rematérialisation par le pouvoir adjudicateur des pièces transmises par voie dématérialisée, l'attributaire sera invité à une séance de signature de ses pièces.

En cas de signature électronique, le marché sera signé au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats dans la commande publique.

Les certificats de signature électronique utilisés doivent être **conformes au règlement n°910/2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques dit « eIDAS »**.

La signature doit être une signature « avancée » reposant sur un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement.

La liste de ces prestataires est publiée, pour la France, par l'ANSSI : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Pour les candidats européens, la Commission européenne tient également une liste des prestataires de confiance : <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR/3>

Le candidat peut également utiliser un certificat ne figurant sur aucune de ces listes mais délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement.

Si le candidat utilise un autre outil de signature que celui du profil acheteur, il doit transmettre le « mode d'emploi » permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique. En revanche, lorsque le signataire utilise le certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur, il est dispensé de transmettre la procédure de vérification de la signature électronique.

Les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, abrogé à compter du 1er octobre 2018, demeurent régis par ses dispositions jusqu'à l'expiration de leur date de validité.

Seuls les formats de signature PAdES, CAdES et XAdES sont acceptés.

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1367 du Code civil qui, entre les parties, a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

ARTICLE 6. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des candidatures et des offres sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique et sur la base de la qualité de la candidature et de l'offre et notamment ; du bordereau des prix ainsi que du mémoire technique.

6.1 Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours ouvrés.

A l'issue de ce délai, seront éliminés les candidats :

- n'ayant pas fourni l'ensemble des déclarations demandées, dûment remplies dans le délai imposé par le pouvoir adjudicateur,
- dont les garanties professionnelles, techniques et financières par rapport à la prestation, objet du marché sont insuffisantes.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

- Les capacités professionnelles
- Les capacités techniques
- Les références

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

6.2 Sélection des offres

Le jugement des offres se fait lot par lot, et un seul candidat est retenu pour chaque lot identifié. Un candidat peut se voir attribuer plusieurs lots.

Les offres seront classées selon les critères énumérés ci-dessous :

PRIX	30 points
TECHNIQUE	70 points
Ergonomie, qualité technique, respect du cahier des charges...	60%
Qualité environnementale de l'offre, gestion des déchets...	30%
Organisation, livraison, SAV...	10%

Les critères 1 et 2 seront appréciés au regard du mémoire technique.

Pour le critère technique, plus la proposition du candidat est éloignée du CCTP, moins il obtiendra de points. En cas de classement en première position de candidats ex aequo à l'issue de l'analyse des offres, le candidat ayant eu la meilleure note sur le critère prépondérant, ou à défaut sur le sous-critère prépondérant, se verra déclaré attributaire pressenti.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition...) seraient constatées, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ; en cas de refus, son offre sera éliminée pour défaut de cohérence.

6.3 Vérification de la situation de l'attributaire

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira, dans un délai de 5 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur :

→ Les pièces visées aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique à savoir notamment :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail
- Le numéro unique d'identification INSEE du candidat permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R.2143-13.
- Le jugement de redressement judiciaire le cas échéant.

Selon les pièces déjà transmises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché et toujours en cours de validité, l'acheteur ne sollicitera le candidat que pour les pièces manquantes.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

Pour la production des pièces demandées au candidat attributaire, celui-ci pourra se prévaloir des modalités particulières d'accès aux documents éventuellement définies à l'article « présentation des candidatures », en transmettant, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces, les informations correspondantes.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

ARTICLE 7. DEMONSTRATION / PRESENTATION D'ECHANTILLONS

Pour les lots 1 « espaces de travail » et 3 « assises », il est exigé la production d'échantillons dont le détail est précisé à l'article 1. Descriptif & attendus / Mock-up.

Le plan de livraison des échantillons demandés est fourni en annexe 2 du présent règlement de consultation.

ARTICLE 8. NEGOCIATION

Le pouvoir adjudicateur éliminera les candidats dont la candidature sera jugée irrecevable ou dont les capacités seront jugées insuffisantes. Il procédera ensuite à l'analyse des offres remises par les candidats retenus. Il se réserve toutefois la possibilité de procéder à l'analyse des candidatures après analyse et classement des offres.

Le pouvoir adjudicateur éliminera les offres inappropriées et décidera d'engager ou non les négociations, le pouvoir adjudicateur pouvant en toute hypothèse décider d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

8.1 Accès à la négociation

Dans l'affirmative, le pouvoir adjudicateur négociera avec tous les candidats. Dans le cas où le pouvoir adjudicateur aura admis à la négociation les offres irrégulières ou inacceptables, il devra, à l'issue des négociations, rejeter, sans les classer, les offres qui demeureraient irrégulières ou inacceptables.

Le pouvoir adjudicateur pourra cependant autoriser les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

8.2 Modalités de négociation

Dans le cas où négociation est mise en œuvre, elle se fera sous forme écrite via la plateforme <https://www.marches-securises.fr> et précisera les modalités et les termes de la négociation. Plusieurs demandes pourront être effectuées.

Le pouvoir adjudicateur utilisera les coordonnées indiquées dans les dossiers de candidature (elle ne pourra être tenue responsable de la non-consultation par le candidat de sa messagerie). **Il est rappelé au candidat la nécessité de fournir une adresse e-mail régulièrement consultée.**

À l'issue de ces négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis à l'article 6.2 du présent règlement de la consultation.

Les nouvelles offres financières éventuellement remises en cours de négociation par les candidats ont valeur contractuelle. A l'issue de la négociation, les modifications seront formalisées dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 9 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Référé précontractuel ou référé contractuel dans les délais prévus aux articles 1441-1 et suivants du code de procédure civile. Tribunal Judiciaire d'Angers, rue Waldeck ROUSSEAU – 49000 ANGERS.

ARTICLE 10 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires en vue de répondre à la présente consultation, les candidats devront faire parvenir une demande écrite uniquement via le profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>. Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant téléchargé le dossier après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

ANNEXE 1 – DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e).....

Agissant en qualité de

Déclare sur l'honneur

Que l'entreprise (nom et adresse)

Inscrite au registre du commerce et/ou registre des métiers sous le numéro

⇒ N'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du Code de la Commande Publique et en conséquence :

- n'a pas fait l'objet d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues :
 - aux articles [222-34 à 222-40](#), [313-1](#), [313-3](#), [314-1](#), [324-1](#), [324-5](#), [324-6](#), [421-1 à 421-2-4](#), [421-5](#), [432-10](#), [432-11](#), [432-12 à 432-16](#), [433-1](#), [433-2](#), [434-9](#), [434-9-1](#), [435-3](#), [435-4](#), [435-9](#), [435-10](#), [441-1 à 441-7](#), [441-9](#), [445-1 à 445-2-1](#) ou [450-1](#) du code pénal,
 - aux articles [1741 à 1743](#), [1746](#) ou [1747](#) du code général des impôts
 - aux articles [225-4-1](#) et [225-4-7](#) du code pénal,
 - ou pour recel de telles infractions,
 - ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne.
- a souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale et a acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles dont la liste est fixée par voie réglementaire
- n'est pas en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L.640-1 du Code du commerce ou de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer au sens des articles L. 653-1 à L. 653-8 ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger.
- n'est pas en état de redressement judiciaire au sens de l'article L.631-1 du code de commerce ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ou justifie d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.
- n'a pas été sanctionnée pour méconnaissance des obligations prévues aux articles [L. 8221-1](#), [L. 8221-3](#), [L. 8221-5](#), [L. 8231-1](#), [L. 8241-1](#), [L. 8251-1](#) et [L. 8251-2](#) du code du travail ou condamnée au titre de l'article L. 1146-1 du même code ou de [l'article 225-1 du code pénal](#) ;
- a, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du marché public, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ;
- n'a pas été condamnée au titre du [5° de l'article 131-39 du code pénal](#) ou, en cas de personne physique, n'a pas été condamnée à une peine d'exclusion des marchés publics.
- Ne fait pas l'objet d'une mesure d'exclusion des contrats administratifs en vertu d'une décision administrative en application de l'article L8272-4 du Code du Travail.

⇒ est en règle au regard des articles [L. 5212-1](#) à [L. 5212-11](#) du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

⇒ N'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique.

Fait à Le
Signature

ANNEXE 2 – PLAN DE LIVRAISON DES ECHANTILLONS

Ce plan servira pour l'installation et la livraison des échantillons du mock-up prévu pour le 07 juillet.

Locaux actuels d'Aldev

Bâtiment @1 – 122 rue du château d'Orgemont – 49100 ANGERS



